

« Et la filière du traitement-recyclage ? »

APRÈS les annonces d'Emmanuel Macron sur la construction de six réacteurs EPR 2, le syndicat Sud Orano réagit dans un communiqué et demande des engagements forts pour la filière du traitement-recyclage.

« Nous accueillons de façon très positive les annonces du président de la République, mais nous demandons une vision politique globale de la filière nucléaire », explique le syndicat.

En effet, pas un mot n'a été prononcé pour l'activité. Et au regard du débat actuel sur les futures piscines d'entreposage de combustibles usés, Sud Orano demande au gouvernement de s'engager sur cinq axes : la poursuite du traitement-recyclage au-delà de 2040 ; de futurs accords multi-recyclage (des combustibles Mox du projet de piscine d'entreposage d'EDF) ; le moxage des 1 300 MW et des futurs



➔ Le syndicat Sud Orano demande au gouvernement de s'engager aussi sur la filière du traitement-recyclage des déchets nucléaires.

EPR ; le maintien de l'emploi dans le traitement-recyclage ; et le traitement des combustibles particuliers français.

Pour Sud Orano, il est essentiel de donner à la filière traitement-recyclage une vision à long terme adossée aux projections de construction de réacteurs, qui s'étendent

jusqu'à 2050.

« Indispensable à l'autonomie énergétique »

Il est également essentiel, au regard du projet de piscine d'entreposage d'EDF sur le site de la Hague, d'avoir une

politique cohérente et ambitieuse sur le traitement-recyclage.

« La filière du traitement-recyclage est indispensable pour l'autonomie énergétique. Une autonomie dont les récents risques géopolitiques démontrent qu'elle est un enjeu majeur de la politique énergétique. Nous demandons donc de nombreux engagements, dont celui du traitement des combustibles particuliers français, pour lesquels un choix de stockage engendrerait et renforcerait les doutes sur la filière traitement-recyclage. Les débats actuels sur la piscine d'EDF à la Hague et la centaine d'emplois qu'elle créerait localement doivent également être associés à un maintien des emplois dans le traitement-recyclage », souligne encore le syndicat.

Solène LAVENU avec communiqué de presse

NUCLÉAIRE. La filière du traitement et du recyclage veut faire entendre sa voix

Deux ministres sollicités par Sud Orano Recyclage

LES REPRÉSENTANTS du syndicat Sud Orano Recyclage - majoritaire sur le site haguais - ont officiellement demandé audience à Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, et Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Une démarche peu courante transmise début novembre. Les syndicalistes et les salariés qu'ils représentent souhaitent saisir cette occasion, à mi-chemin entre la relance du nucléaire annoncée par le président de la République en 2022 et « à l'aube du prochain Conseil de politique nucléaire », pour affirmer leurs volontés en tant que partenaires sociaux. Le tout dans un contexte où la future loi de programmation énergie-climat tarde et où l'énergie nucléaire ne suscite pas l'adhésion de tous.

« Le fonctionnement et l'avenir de notre parc nucléaire ne peuvent être décorrélés de nos activités, écrit le syndicat à l'attention des ministres. Afin que le traitement-recyclage demeure une filière d'excellence, conserve et améliore sa capacité d'adaptation aussi bien sur les stratégies énergétiques à moyen terme que celles à long terme, il est impératif dès aujourd'hui de faire des choix industriels et de financements forts. »

Au menu de cette rencontre qu'ils espèrent voir aboutir : le

partage de leurs inquiétudes, de leurs attentes et de leurs ambitions. En d'autres termes : Sud Orano Recyclage et ses salariés ne veulent pas rester dans l'angle mort du nucléaire français. « Nous sommes le leader mondial en matière de traitement et de recyclage avec une filière qui est à la pointe, soutient Arnaud Lemaître, secrétaire du syndicat Sud Orano Recyclage. Nous sommes pronucléaires, on défend et on porte cette filière qui fait ses preuves depuis 60 ans et qui n'est pas en déclin. »

Confiance...

Redonner confiance à la population et donner confiance aux candidats les plus jeunes. « On comprend, bien sûr, qu'il existe des réticences quand on pense à Tchernobyl et Fukushima, concède Arnaud Lemaître. Mais en France, avec notre cinquantaine de réacteurs, il y a un très haut niveau de sécurité, tout est maîtrisé. C'est une énergie sûre, une force qui fait notre indépendance énergétique de A à Z. » Question clarté, il y aurait là aussi, le syndicaliste le reconnaît, un travail à faire sur la démocratisation et la compréhension du nucléaire : « C'est comme s'il y avait un dôme dessus. » Mais le signal de confiance le plus significatif que le syndicat veut porter est celui qui porte sur les emplois. « Il faut donner confiance car il faut commen-



→ L'usine de retraitement et de recyclage des combustibles nucléaires usés d'Orano-La Hague a accueilli plusieurs représentants de l'État ces derniers mois, à l'instar de Joël Barre, délégué interministériel au nouveau nucléaire, ici en visite en septembre.

cer à embaucher maintenant les générations futures, plaide Arnaud Lemaître. Il faut créer des emplois et soutenir leur pérennité car c'est un bassin d'emplois à long terme dans le Cotentin. Il faut donner

confiance aux gens pour qu'ils s'inscrivent sereinement dans cette industrie qui n'est pas en déclin. » Les syndicalistes attendent un geste fort de l'État, leur actionnaire majoritaire, en la matière.

...et investissements

Le projet de piscine EDF sur le site d'Orano ? Ces salariés sont bien entendu favorables à son implantation.

« Rien n'est encore fait et il faut débat, mais nous sommes

pour la création de marchés futurs, pose Arnaud Lemaître. On pense aussi au retraitement du Mox, qui pourrait être une troisième implantation sur le site. Ce ne sont que des suppositions car c'est encore à l'état de recherches. Mais on traite d'autres composants et davantage qu'avant. Si le marché est porteur, s'il y a de l'argent, il y a encore plein de choses à développer. Et s'il doit y avoir des investissements, c'est à l'horizon 2040, et 2040, c'est déjà demain. »

Pour les syndicalistes, l'énergie nucléaire « n'a jamais été aussi porteuse » et conserve toute sa place. « Il y a certes des points à améliorer, mais elle est la plus décarbonée. À titre personnel, je suis pour le mix énergétique. Mais aucune autre énergie ne peut répondre à ce point à nos besoins croissants actuels, à plus forte raison en termes de gaz à effet de serre. »

Les salariés veulent des moyens, de la visibilité et des garanties de la part du gouvernement, dont l'arbitrage doit être clair sur la stratégie future. « Et la filière du traitement-recyclage n'est pas une partition isolée dans tout cela, on a besoin de lumière. » Pour l'heure, aucun retour ne leur a été fait quant à cette demande d'audience.

Ludivine LANIEPCE

SOLIDARITÉ. Une action du comité manchois de soutien de cette otage en Iran

L'enseignante Cécile Kohler s'affiche à Cherbourg

APRÈS GRANVILLE (lire notre édition du 3 septembre 2023), une banderole de soutien à Cécile Kohler a été déployée sur l'une des façades de la mairie de Cherbourg-en-Cotentin, à la demande du collectif manchois informel qui soutient l'action du comité national.

Arrêtée avec son compagnon

Cécile Kohler, 38 ans, originaire de Colmar, dans le Haut-Rhin, est une enseignante agrégée de Lettres modernes travaillant dans les Yvelines. Elle a été arrêtée, avec son compagnon Jacques, à l'occasion d'un séjour touristique en Iran en mai 2022. Ils sont soupçonnés par Téhéran de faits « d'espionnage » et d'avoir cherché à « déstabiliser » la société iranienne. « Je la connais depuis une dizaine d'années et je l'ai eue au téléphone deux jours avant son départ en vacances en Iran, témoignait depuis Granville, en

septembre dernier, Nathalie Lapierre, enseignante manchoise et membre du comité local. Son arrestation me touche beaucoup. » En novembre 2022, la famille et les proches de Cécile Kohler ont créé le comité de soutien Liberté pour Cécile. « Après cela, ajoutait à cette même période Nathalie Lapierre, nous avons eu envie de faire parler d'elle ici également et nous avons pris la décision en mai. C'est une région que Cécile connaît. Elle est venue à Granville et à Cherbourg il y a quelques années. Elle aimait venir ici, elle y a quelques copains. » Samedi 11 novembre, huit d'entre eux ont assisté au déploiement de leur banderole de soutien sur la mairie de Cherbourg-en-Cotentin. Et ils ont profité des Foulées de La Presse de la Manche pour rappeler à tous leur appel à sa libération. « Sa sœur a pu l'avoir par téléphone le 1^{er} novembre, précise Nathalie Lapierre. Cécile ne va pas très bien... »

Ludivine LANIEPCE



→ Le comité manchois de soutien à Cécile Kohler devant sa banderole, avant de courir aux Foulées de La Presse de la Manche en son honneur.

FORMATION

Pour devenir formateur pour adultes

En janvier prochain, FIM Formation Ouest Normandie ouvrira une nouvelle formation sur son campus 1 de Saint-Lô. Celle-ci vise à former des formateurs professionnels pour adultes. Le module en alternance de 18 mois, en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation, s'adresse à des personnes ayant le baccalauréat ou une expérience professionnelle significative de 3 ans minimum. La sélection des candidatures se fait d'abord sur dossier, puis lors d'un entretien. Un webinaire sur cette formation aura lieu le mercredi 15 novembre de 10 h à 11 h. Inscription auprès de Valérie Piochel : valerie.piochel@normandie.cci.fr ou 02 33 77 43 50.

NUCLÉAIRE. Des annonces sur le nucléaire pourraient être faites par Emmanuel Macron le 15 janvier 2024

Des rencontres satisfaisantes pour la filière recyclage

TROIS représentants du syndicat Sud Orano Recyclage du site de la Hague se sont rendus à Paris mercredi pour échanger avec le cabinet d'Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, et des représentants du secteur de l'énergie au ministère de l'Économie, dirigé par Bruno Le Maire. Des rencontres qui font suite aux demandes d'audiences exprimées par les syndicalistes manchois en novembre. Leur démarche vise à vendre les intérêts de leur filière et à en faire la promotion. Et obtenir en retour des engagements.

À l'issue de ces réunions, les représentants syndicaux se disent satisfaits des échanges. « Nos interlocuteurs étaient d'accord avec nous sur la majorité des points. Nous sommes en phase, se réjouit Arnaud Lemaître, le secrétaire de ce syndicat. Nous avons été conviés à revenir l'année prochaine pour poursuivre. À titre personnel, je suis plutôt rassuré. Maintenant, j'attends des annonces fortes et officielles d'Emmanuel Macron qui sont prévues le 15 janvier prochain. »

Une filière « vulnérable »

Les salariés d'Orano ne souhaitent pas que leur filière, celle du traitement et du recyclage des combustibles, demeure dans l'angle mort de la politique nucléaire. Ils revendiquent au contraire son statut de pilier. Et il y a urgence, à les entendre, près de deux ans s'étant déjà écoulés depuis le discours de Belfort du président de la République sur la relance du nucléaire français. Le tout à l'approche de la prochaine Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2024-2033 et du prochain Conseil de politique nucléaire.

« Des annonces auraient déjà dû être faites sur l'aval du cycle, ont-ils regretté à Paris. Sans anticipation et faute de perspective, la filière aura les mêmes errances que la relance des constructions d'EPR. » En d'autres termes : il s'agit de

rester attentif au maintien des compétences et des installations. « La Cour des comptes a qualifié de point de vulnérabilité important du fonctionnement actuel du cycle l'usine de La Hague », rappelle Sud Orano Recyclage. Parmi ces vulnérabilités, les syndicalistes identifient, notamment, la fragilité des bénéfices liés à l'accord-cadre de traitement et de recyclage, dit « contrat ATR », avec EDF, et attendent en ce sens un arbitrage plus fort de l'État, mais aussi la révision du projet de piscine EDF sur leur site.

Le projet de piscine : « Une provocation »

Le projet de piscine EDF sur le site d'Orano « rencontre un refus de la part d'une partie de la population locale d'une part, et des salariés d'Orano d'autre part », selon les syndicalistes. « Cette piscine appartenant à EDF prévue sur notre site est perçue comme une provocation, explique Arnaud Lemaître. C'est un peu comme si vous construisiez une piscine chez votre voisin mais que vous lui en interdisiez l'accès. Nous demandons à être associés à des contrats sur ces combustibles EDF, ce qui n'est pas le cas entre EDF et Orano actuellement. »

Dans leurs demandes à l'État, les syndicalistes ont ainsi demandé la « révision du postulat de la piscine centralisée prévue pour EDF sur l'établissement de la Hague en y associant au préalable un accord-cadre sur le multi-recyclage et en laissant Orano être exploitant de cette piscine par cohérence ».

Les combustibles Mox et URE

Sud Orano Recyclage a appelé les autorités à s'engager dans le multi-recyclage, celui du combustible Mox, en faisant valoir une économie de matières premières. « 10 % des combustibles que nous mettons dans nos réacteurs proviennent de notre filière de recyclage à la Hague, souligne



→ L'usine de retraitement et de recyclage des combustibles nucléaires usés d'Orano-la Hague a accueilli plusieurs représentants de l'État ces derniers mois.

Arnaud Lemaître. Soit une ampoule sur dix en France qui est allumée. Avec le Mox, on peut monter à 40 ou 50 %. Pour la France, mais aussi pour les clients étrangers comme le Japon. » Une deuxième unité « Melox 2 » pourrait, selon les syndicalistes, trouver sa place sur le site de la Hague : « Cela pourrait permettre de réduire les transports routiers, qui sont le point faible pour la population. »

Le contexte géopolitique, par ailleurs, leur donnerait raison. « Le cours de l'uranium augmente et il est compliqué à extraire », précise Arnaud Lemaître. L'uranium de retraitement enrichi (URE) actuellement utilisé dans certains réacteurs français est préalablement réenrichi en Russie. « À Orano, on sait faire, plaide le syndicaliste. Cela prendrait 7 à 10 ans en termes d'installation d'infrastructure. Si on a des contrats qui suivent, il n'y a pas de craintes pour se lancer. L'uranium de retraitement en-

richi peut faire économiser 15 à 20 % des ressources minières dans le sol. C'est dans la mouvance actuelle. J'entends les détracteurs et je les comprends. Mais le recyclage nucléaire reste du recyclage. Ce combustible permet des gains de matières premières. » Autre demande à l'État donc : « La mise en place d'une unité de conversion du nitrate d'uranyle à La Hague pour éviter les déplacements et le passage par la Russie. »

Le recyclage dans l'air du temps

Un point soulevé par les syndicalistes, et non des moindres, aurait cependant « surpris » le cabinet de la ministre de la Transition énergétique : « Il y a eu une surprise sur l'acceptation du nucléaire, raconte encore Arnaud Lemaître. Le cabinet ne pensait pas que dans notre région, il puisse y avoir une vision erronée du retraitement. Si le recyclage est

quelque chose qui est communément bien vu, le retraitement du nucléaire ne suscite pas que des réactions positives. Il faut vulgariser et rassurer. »

Parmi les arguments : « On évite d'extraire des matières premières en Afrique, on est

moins dépendant de la Russie, on limite les transports, on maîtrise nos déchets, on les valorise, on crée un cycle de combustible fermé. Et tout cela est économiquement fondé. »

Ludivine LANIEPCE

☆ ☆ ☆

Toute l'équipe vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année

☆ ☆ ☆

FERMETURE POUR CONGÈS

Du samedi 23 décembre au soir jusqu'au jeudi 5 janvier inclus

★ ★ ★

Boucherie BIHEL

★ ★ ★

Boucherie-Charcuterie Karine et Raphaël BIHEL

★ ★ ★

3, place Alfred-Rossel CHERBOURG-OCTEVILLE

★ ★ ★

Tél. 02.33.53.34.64

LA SATROUILLE
Quai de Caligny - Cherbourg-en-Cotentin

Fête la Saint-Sylvestre
99 € par personne

Mises en bouche : Surprise du chef

Entrée :
Noix de Saint-Jacques en coquille, gratiné de betterave, pousses de légumes, fleurs, sauce bardes

Clin d'œil alcoolisé et fruité normand

Plat :
Filet de Saint-Pierre sur lit de purée de carottes à l'orange, panais rôtis du jardin, pousses de légumes, fleurs et sa sauce poisson aux épices d'hiver

Émulsion de brie aux graines de sarrasin grillées

Dessert maison :
Dôme de poire mousse et fruits en fête avec le chocolat et son sorbet chocolat/orange

Pour embarquer avec nous vers 2024
Réservations obligatoires au 06 21 44 20 14 ou 02 33 43 13 76

SOLIDARITÉ

Israël-Hamas : un rassemblement pour demander un cessez-le-feu

Plusieurs associations, partis politiques et organisations syndicales (AFPS, Amnesty International, la Ligue des droits de l'Homme, Mouvement de la Paix, Comité Manche droits des Femmes, CGT, FSU, Solidaires, Sud Éducation, PCF, PS) appellent à un nouveau rassemblement dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, aujourd'hui à 17 heures. À cette occasion, ils déposeront une motion à la sous-préfecture de Cherbourg ainsi qu'à la préfecture de la Manche à Saint-Lô pour demander « un cessez-le-feu total, immédiat et permanent, un arrêt définitif des bombardements et des déplacements forcés de la population, la levée immédiate, complète et durable du blocus de Gaza et la protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie ».

La Presse de la Manche - Vendredi 22 décembre 2023

DÉBARQUEMENT

Un livre sur Léon Gautier inquiète sa famille

La famille de Léon Gautier, le dernier membre du Commando Kieffer qui avait débarqué en Normandie en juin 1944 et disparu en juillet 2023, vient de se rendre compte de la publication d'un livre contant sa vie. « Sauf que cette biographie est truffée d'erreurs », s'insurge un proche auprès de nos confrères de *Liberté Caen*. L'ouvrage, signé Grace Shaw, est notamment disponible sur Amazon. La famille de Léon Gautier a l'intention de porter plainte, tout en s'interrogeant sur le motif qui peut être retenu. « Ce qui est sûr, c'est qu'il y a plein de mensonges. Il est écrit qu'il a été fait prisonnier en Allemagne. C'est archifaux. » Sur la page internet dédiée à l'ouvrage, plusieurs personnes déplorent la publication de ces fausses informations sur une figure du Débarquement.

NUCLÉAIRE. Le syndicat Sud Orano R La Hague demande une audience aux ministres de l'Économie et de l'Énergie

« Le projet Aval du futur ne se traduit dans aucune loi »

« **LES** paroles sont toujours plus audacieuses que les actes », assurait le poète allemand Friedrich Schiller. Une citation que le syndicat Sud Orano R La Hague a bien en tête.

Alors que dans son discours du 7 mars 2024, Bruno Le Maire, alors ministre de l'Économie, a annoncé poursuivre et consolider la filière du traitement-recyclage, qu'il a lancé le projet aujourd'hui baptisé « Aval du futur », comprenant la création de trois piscines, de l'usine de fabrication de Mox et d'une nouvelle usine de retraitement, les actes manquent...

Assurer le financement

« Nous n'avons toujours pas de chèque, ni même une idée de la somme », détaillait de son côté Romain Travers, représentant de la CGT, la semaine dernière, à l'annonce de la reprise du projet des piscines nucléaires EDF par Orano.

Un propos partagé par Sud. Le syndicat demande lui aussi de vrais engagements. Les représentants Hervé Sohier et Arnaud Lemaitre ont donc signé un courrier adressé à la ministre de la



Hervé Sohier et Arnaud Lemaitre, deux représentants du syndicat Sud Orano R La Hague. DR

Transition écologique, de l'énergie et du climat, Agnès Pannier-Runacher et au ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Antoine Armand.

« Actuellement, le projet ADF (Aval du futur) et le projet de construire plusieurs EPR 2 ne se

traduisent dans aucune loi. La filière nucléaire se retrouve ainsi prise entre l'impératif besoin d'études d'ingénierie, de préparation, de compétences et de pérennité sur le parc et installations actuelles, et une loi de programmation pluriannuelle de

l'énergie en vigueur actant toujours la fermeture des réacteurs de 900 MW et la fin de notre filière du traitement-recyclage en 2040 », détaille Sud dans le courrier envoyé.

Un décalage qu'ils soulignent comme fâcheux puisque les

investissements sont d'ores et déjà nécessaires, selon eux pour « conserver et développer l'autonomie énergétique française ».

Ils le redisent, bien que conscients des finances françaises, et « des efforts supplémentaires actuellement demandés à tous les concitoyens », il convient cependant de « légiférer pour assurer la robustesse des choix stratégiques forts de la filière nucléaire et en assurer le financement ».

Une audience demandée

Pour évoquer plus en détail le sujet, les syndicalistes demandent alors une audience, une occasion pour une délégation Sud Orano « d'échanger sur nos attentes et nos points d'inquiétude dans la continuité des échanges positifs que nous avons eus l'an passé, détaillent-ils encore. Nous avons d'ailleurs eu des audiences très constructives et riches le mardi 19 décembre 2023 à Bercy en présence de représentants de l'Agence des participations de l'État, et du ministère de la Transition énergétique ». Après les paroles, les actes ?

● Solène LAVENU

POLITIQUE

Un apéro-débat sur les élections américaines à Cherbourg

La fédération de la Manche du Parti socialiste organise, jeudi 24 octobre, un apéro-débat ouvert à tous sur les enjeux des élections américaines de 2024. Il sera animé par Corinne Narassiguin, sénatrice de la Seine-Saint-Denis, ancienne députée des Français d'Amérique du Nord, et Elliott Boulais-Rivière, chargé de cours en politique américaine à l'Université Paris-Panthéon-Assas. Rendez-vous au 30, rue Tour-Carrée, à Cherbourg, à 19h30.

FINANCES

Pas de loyer impayé de gendarmeries dans la Manche

Lors du Congrès des maires de la Manche, le président Charly Varin a assuré qu'il n'y avait pas de loyer impayé de gendarmerie dans notre département. Il a été révélé récemment que le montant total des loyers impayés en France était de 200 millions d'euros.

ABONNEZ-VOUS À L'OFFRE INTÉGRALE

Votre journal chaque matin dans votre boîte aux lettres & dans votre boîte mail

8,90€*

LE PREMIER MOIS
PUIS 38,90€/MOIS



actu.fr
L'actu près de chez vous

LA PRESSE
DE LA MANCHE

DES QUESTIONS ?

02 33 97 16 32
abonnements@lapressedelamanche.fr
moncompte.actu.fr/kiosque/la-presse-de-la-manche

* uniquement en prélèvement et pour tout nouvel abonnement

NUCLÉAIRE. À l'occasion du quatrième Conseil de politique nucléaire

L'Élysée valide le principe du financement de l'Aval du futur

EMMANUEL MACRON a présidé hier matin la quatrième réunion du Conseil de politique nucléaire (CPN), censé assurer le suivi de la relance du nucléaire depuis 2022.

Le CPN a confirmé la poursuite des investissements dans le programme « Aval du futur » mené par Orano sur le site de La Hague. Ce programme comprend notamment l'entreposage des combustibles usés dans une nouvelle piscine installée à La Hague, qui devra être mise en service d'ici 2040 afin de répondre aux besoins du parc nucléaire existant, puis des EPR2.

Un financement principalement porté par EDF

« Ces installations permettront de garantir un bon fonctionnement du parc, ainsi que la poursuite du retraitement des combustibles dans les meilleures conditions économiques et de sûreté, confortant le leadership de la France dans la maîtrise de l'ensemble des étapes industrielles du cycle de l'uranium »,

indique l'Élysée.

Un enjeu d'attractivité à court, moyen et long terme pour la filière, en attente d'une visibilité nouvelle. Un an après les annonces de Bruno Le Maire, les acteurs du nucléaire attendaient en effet d'entrer pleinement dans une phase plus active. Mais la semaine dernière, le syndicat Sud Orano Recyclage rappelait encore, lors d'une rencontre au ministère de l'Économie, qu'à ce stade, il manquait toujours un cadre législatif « clair » à ces communications gouvernementales (faute de PPE), ainsi que du concret sur le financement nécessaire à la phase d'étude et à celui du déploiement du projet.

Hier, le CNP a validé le principe d'un financement de ce programme principalement porté par EDF, en tant que client futur de ces installations, et d'une gouvernance pilotée par Orano, associant EDF, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et les services de l'État.

Les équipes d'ingénierie d'Orano Projets commencent juste à s'y atteler. À Cherbourg, dans le nouveau bâtiment construit dans la zone des Vindits, une dizaine d'ingénieurs



Le président de la République Emmanuel Macron a présidé hier le quatrième Conseil de politique nucléaire. AFP

esquissent les premières lignes du projet, même si le chiffrage de ce chantier d'importance n'est toujours pas connu.

« Le coût sera forcément équivalent à plusieurs EPR, soit plusieurs milliards d'euros », estimait en début de mois Guillaume

Dureau, directeur de l'unité Projets, innovation, recherches et développement et nouvelles activités d'Orano Projets.

raineté énergétique de la France et de résoudre le problème du stockage des déchets nucléaires.

En 2019, alors que la France était en avance sur le nucléaire durable, Emmanuel Macron écartait le projet « Astrid ». Celui-ci devait ouvrir la voie vers les réacteurs nucléaires dits de 4^e génération, capables d'utiliser des extraits de combustibles usés pour fonctionner. Depuis, d'autres pays se positionnent.

Le CPN demande que les industriels (EDF, Framatome, Orano), le CEA et l'ensemble des acteurs mobilisés sur les neutrons rapides remettent à l'État un programme de travail et une proposition d'organisation industrielle pour la fin 2025.

● Julien MUNOZ

➤ Lire aussi en page 41

« Avoir un plan sur les matières valorisables »

À la suite d'une demande d'audience, le syndicat majoritaire Sud Orano Recyclage a été reçu jeudi dernier par un conseiller d'Éric Lombard, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. L'occasion d'évoquer, notamment, la filière du recyclage des combustibles usés et le cycle du combustible dans son ensemble, ainsi que l'« Aval du futur ».

« Capital pour la souveraineté énergétique française, ce projet doit franchir un cap via des engagements forts et concrets, dans un cadre législatif clair et stable, insiste Arnaud Lemaître, délégué syndical de Sud Orano Recyclage. Les enjeux

actuels et futurs nécessitent d'investir dès maintenant dans le traitement-recyclage en s'engageant dans la construction de nouvelles installations et en développant davantage les filières MOX et Uranium retraitement enrichi (URE) pour mieux valoriser les matières recyclées et assurer l'autonomie énergétique de la France. »

Le syndicat plaide également pour un nouveau modèle de financement pour que les contrats ATR (Accord de traitement recyclage) soient signés avec une meilleure rétribution, ainsi qu'une révision de la gouvernance chez EDF et Orano « pour une meilleure dynamique » de la filière nucléaire

et une augmentation de capital.

Selon lui, cette dernière pourrait permettre d'augmenter les capacités minières en apportant des garanties de financement. Le tout associé à un plan de fermeture du cycle, via le développement de la filière de l'uranium enrichi. « L'absence de fermeture du cycle du combustible et l'absence de développement structuré et capé des filières URE et MOX ne sont plus entendants, assure Hervé Sohier, membre du comité de groupe Orano. Un plan français ambitieux sur les matières valorisables est un élément clé au développement de la filière nucléaire en France et en Europe. »

NUMÉRIQUE. La fibre optique devrait desservir tout le département d'ici cinq ans

Quand le réseau ADSL sera-t-il coupé chez vous ?

DEPUIS LE 31 janvier, le réseau cuivre ADSL, qui fournit Internet, le téléphone et la télévision à des millions de Français, ferme peu à peu dans toute la France. L'extinction totale de l'ADSL est prévue pour 2030, date à laquelle tous les utilisateurs devraient être raccordés à la fibre optique.

Dans la Manche, la manœuvre n'est pas anodine, puisque 95 % des habitants sont raccordés à l'ADSL, sur des réseaux ouverts à la concurrence entre opérateurs.

La transition devrait se faire en douceur, en commençant par 8 communes en janvier 2027 :

Saint-Marcof, Émondeville, Joganville, Écausseville, Saint-Vigor-des-Monts, Morigny, Montbray et Margueray.

Horizon 2028-2030

Puis une vingtaine d'autres communes verront leur accès à l'ADSL coupé d'ici l'été 2028, de La Hague jusqu'au Ham, en passant par Saint-Lô et ses environs.

Pour connaître votre date d'éligibilité ou suivre les avancées du réseau fibre optique, plusieurs outils sont disponibles.

Le site Manche Numérique recense ainsi la carte du déploiement de la fibre sur le territoire ainsi que les arrêts progressifs du réseau cuivre, lot par lot.

L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) met également à jour une carte du déploiement de la fibre.

Manche Fibre, qui assure l'exploitation, la maintenance et la commercialisation des prises fibre optique, ambitionne un réseau de 336 000 logements, entreprises et lieux publics raccordés d'ici 2030.

● Arthur PUYBERTIER



D'ici 2030, tout le département de la Manche devrait être raccordé à la fibre optique, délaissant les vieux réseaux cuivre de l'ADSL. Adobe Stock - Denis ROZHNOSKY

POLITIQUE

PS : Sébastien Fagnen soutiendra Boris Vallaud

Jeudi, le député Boris Vallaud a officialisé sa candidature pour prendre la tête du Parti socialiste, qui se choisira un premier secrétaire lors du congrès prévu du 13 au 15 juin prochain. Olivier Faure, candidat à sa propre succession, Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, le député Philippe Brun sont également pressentis. Dans une tribune publiée dans *Libération*, Boris Vallaud a appelé au « congrès de la réconciliation ». Parmi les élus signataires, Sébastien Fagnen, sénateur de la Manche.

SUD ORANO RECYCLAGE PLAIDE POUR NOTRE FILIÈRE !

Le 03 avril 2026



Contrat Japon :

SUD voit très positivement la concrétisation de l'accord, signé le 20 janvier 2026, entre Orano et NuRO pour le traitement à La Hague d'environ 200 tonnes de combustibles MOX usés japonais issus des réacteurs exploités par Kansai Electric.

Encadré par un accord intergouvernemental franco-japonais du 25 mars 2026, ce contrat prévoit le traitement en France, le retour des déchets au Japon et **le recyclage des matières en nouveaux combustibles**.

Il contribue aussi aux travaux sur le traitement des combustibles MOX usés, enjeu majeur pour l'avenir de la filière, **que SUD porte et défend activement auprès des pouvoirs publics**.

Ce contrat est avant tout une reconnaissance directe du travail et des compétences des salariés du site.

SUD plaide pour la filière :

SUD a écrit au Président de la République [le 2 février 2026](#) pour porter les enjeux de notre filière du traitement-recyclage. Dans la continuité d'un travail engagé depuis plus de 4 ans, nous avons été reçus :

- Par l'Agence des participations de l'État le 4 mars,
- Puis par un conseiller au ministère de l'Économie le 19 mars.

À chaque fois, **SUD se déplace, échange directement avec les décideurs et porte la voix des salariés** lors d'échanges approfondis. **Les échanges que nous proposons régulièrement aux salariés sur le terrain alimentent directement ces démarches, du local jusqu'au niveau national.**

Ces échanges ont permis à SUD de porter concrètement auprès de l'État des orientations claires pour structurer et sécuriser l'avenir de notre activité, tout en répondant aux besoins immédiats du site :

Faire de l'uranium de retraitement une priorité industrielle :

Dans un contexte d'instabilité des approvisionnements en uranium naturel, **le développement de la filière URE est essentiel pour renforcer la souveraineté énergétique**, en valorisant une ressource déjà disponible sur le territoire, alors que la stratégie actuelle repose sur la diversification géographique des capacités uranifères.

Assurer l'avenir de Melox et de la filière Pu :

Il est nécessaire de développer les capacités de fabrication de combustibles recyclés à partir du Pu, **notamment en permettant la coexistence de Melox 1 et Melox 2**. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie claire à court et moyen terme visant à étendre l'usage du MOX aux réacteurs 1300 MWe, palier N4 et futurs EPR, afin de renforcer concrètement le recyclage.

Donner une place centrale au recyclage dans la stratégie énergétique :

Le traitement-recyclage constitue une réponse industrielle durable face aux tensions géopolitiques. **Il doit être pleinement intégré comme un pilier de la stratégie énergétique française et européenne** et reconnu comme une priorité industrielle.

Assurer la cohérence du cycle du combustible :

Le cycle nucléaire doit être pensé dans son ensemble. Développer des projets à l'international, comme l'enrichissement, ne peut pas se faire **sans investir au même niveau dans le traitement-recyclage**. Sinon, c'est toute la cohérence industrielle de la filière qui est fragilisée.

Pérenniser et sécuriser les contrats de traitement-recyclage :

L'accord cadre sur le traitement-recyclage doit être prolongé au-delà de 2040 et inclure la notion de multi-recyclage. **Les contrats ATR doivent être équilibrés économiquement et sortir durablement d'une logique déficitaire**, afin de garantir la pérennité et la résilience de nos installations.

Valoriser les compétences et renforcer l'attractivité du site :

Le développement de la filière repose sur les salariés. Leur reconnaissance et le partage de la valeur doivent évoluer **pour renforcer l'attractivité du site**, attirer, fidéliser et transmettre les compétences.

C'est sur nos compétences que reposent la filière et son avenir !

Contactez-nous au **06.03.17.05.15** ou au **06.45.03.84.73** ou via www.sud-orano-recyclage.fr

ÉDUCATION. Au sujet des nombreuses fermetures de classe

Le sénateur Fagnen alerte le ministre

PRÉSENT CES derniers jours sur de nombreuses mobilisations dans la Manche (à l'école Jacques-Prévert à Beaumont-Hague, Henri-Menut à La Glacière et Jean-Jacques-Rousseau à Tourlaville), le sénateur Sébastien Fagnen a pris à bras-le-corps le sujet des 56 fermetures de classe et des 31 suppressions de postes programmées pour la prochaine rentrée dans le département de la Manche.

Le rôle structurant en milieu rural

Devant ce constat, l'élu cherbourgeois a décidé d'écrire au ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse Édouard Geffray. «Si ces annonces sont justifiées par la baisse démographique, la perte de vitesse des effectifs scolaires pourrait au contraire être l'occasion de soulager les équipes enseignantes et d'améliorer le cadre pédagogique», décrit le sénateur. Et d'ajouter : «De nombreuses associations de parents d'élèves m'ont alerté sur l'incohérence des suppressions annoncées dans certains territoires où la fermeture de classes apparaît en totale contradiction avec les perspectives démographiques locales et les inscriptions jusqu'alors enregistrées



Sébastien Fagnen, qui a accompagné les mobilisations de ces derniers jours comme ici à l'école Jacques-Prévert de Beaumont-Hague, vient d'écrire au ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray. Jean-Paul BARBIER

par les communes.»

Dans la foulée, il met également en garde contre la dégradation des conditions d'apprentissage (classes surchargées) et la remise en cause de l'égalité des chances, ainsi que contre l'impact sur les élèves nécessitant un accompagnement spécialisé. Il insiste aussi sur le rôle structurant de l'école dans les communes rurales «pour la co-

hésion sociale, l'attractivité et l'aménagement du territoire».

En réponse, il se dit favorable à la proposition de la Délégation aux collectivités territoriales du Sénat visant à fixer une loi de programmation pour encadrer les ouvertures/fermetures et demande une programmation pluriannuelle, en particulier dans la Manche, pour garantir une stratégie nationale cohérente en

matière d'emplois et de services publics locaux.

«Il est temps de prendre au sérieux les alertes et inquiétudes formulées par les maires, les enseignants et les parents d'élèves sur le devenir des écoles publiques, et singulièrement dans les communes rurales», conclut-il.

● Chrismaël MARCHAND

NUCLÉAIRE. Aval du Futur

Le syndicat Sud Orano reçu au ministère de l'Économie

«LE projet Aval du Futur, qui porte des enjeux majeurs pour la pérennité du traitement recyclage, la gestion des matières et la souveraineté énergétique de notre pays, ne dispose à ce jour ni d'un cadre législatif stabilisé ni de financements clairement identifiés. Cette situation crée une tension croissante.» Le 2 février, le syndicat Sud d'Orano recyclage de La Hague a interpellé dans un courrier le président de la République pour «partager analyse et préoccupations».

Reçus par un conseiller

S'il n'a pas pu en discuter avec Emmanuel Macron lui-même, Sud Orano R a été reçu par Pierre-Léonard Rouzaud, conseiller au ministère de l'Économie, le 19 mars. Les deux représentants, Hervé Sohier et Arnaud Lemaître ont ainsi fait passer leur message.

D'abord, «l'absence de stratégie concrète à court et moyen terme pour les matières recyclées». Selon eux, l'utilisation de l'uranium de retraitement notamment «doit être une priorité stratégique, mais aujourd'hui absente». «Les perspectives actuelles renvoient à l'après 2050 pour l'uranium et à encore plus loin pour la fermeture du cycle» alertent-ils. Or, «la souveraineté énergétique ne peut pas reposer uniquement sur la diversification géographique des mines à l'étranger. Sans stratégie claire pour valoriser l'uranium et le plutonium, la souveraineté énergétique reste fragilisée», assure Hervé Sohier.

Ils ont pointé aussi «le manque de cohérence» des choix industriels. «Investir ailleurs sans consolider la filière du traitement-recyclage, c'est prendre le risque d'affaiblir l'équilibre industriel de l'ensemble du cycle nucléaire», détaille Arnaud Lemaître.

«Priorité au recyclage»

Sud a aussi souligné «la nécessaire priorité» qui doit être donnée au recyclage en France et en Europe. «Le retraitement n'est pas un sujet secondaire. C'est au contraire une réponse industrielle durable face à l'instabilité des approvisionnements en uranium naturel», assure le syndicat d'Orano R. «Aujourd'hui, l'État affirme une ambition de souveraineté énergétique mais ne donne pas d'impulsion claire pour structurer cette activité», dénonce encore Arnaud Lemaître.

Enfin, ils ont pointé aussi la nécessité selon eux de faire coexister Melox 1 et 2, de valoriser davantage les salariés et leurs compétences pour accroître l'attractivité de l'entreprise, de revoir le contrat ATR, et de le prolonger notamment au-delà de 2040. «La souveraineté énergétique ne se décrète pas. Elle se construit par des choix cohérents, par la valorisation des matières recyclées et par la reconnaissance des salariés», conclut Hervé Sohier.

Le message est désormais passé. À voir quelle sera la réponse donnée. La balle est dans le camp du gouvernement.

● Solène LAVENU

SOCIAL. Invités à se faire entendre à Saint-Lô, hier, à l'occasion d'un mouvement national

Ils étaient peu pour défendre les retraités

LE RASSEMBLEMENT d'hier matin répondait à un appel national et, pour tout le département de la Manche, se tenait devant la préfecture à Saint-Lô. Le but : protester à nouveau contre les atteintes persistantes aux droits des retraités et à leur accès aux soins. Il y a eu pourtant peu de monde. Trente-six personnes (dont une dizaine venues de Cherbourg) se sont associées à la prise de parole faite au nom des syndicats CGT, FSU, Solidaires et les associations de retraités LSR et FGR-FP.

«N'en jetez plus, la cour est pleine»

«On n'est pas très épais aujourd'hui, mais c'était un peu prévisible», selon Marcel Picot, secrétaire général de l'USRCGT de la Manche (Union syndicale des retraités CGT). Il reconnaît une organisation de dernière minute. Il évoque aussi un contexte qui sur tous les plans «cultive la peur, le repli sur soi, l'attentisme, voire l'abandon».

Il appelle pourtant à ne pas baisser les bras et à se mobiliser face à des discours et des décisions politiques, complices du



Malgré l'appel national à faire entendre les revendications pour défendre les retraités, seuls 36 Manchois étaient présents à Saint-Lô. Géraldine LEBOURGEOIS

grand patronat, qui visent «à faire des retraités des boucs émissaires». «Pour certaines personnes bien-pensantes, les retraités seraient des assistés. À les entendre, on ne contribue plus à l'économie du pays et on pèse trop sur le budget de la sécurité sociale. N'en jetez plus, la cour est pleine.»

Aux discours qui laissent croire que les retraités sont des «nantis qui profitent de la vie», «les doigts de pied en éventail» et à la charge de la société, l'intervention oppose des chiffres : 60 % des 17 millions de retraités

touchent moins que le Smic (1 812 euros brut), 30 % sont en dessous des 1 000 euros et parmi eux, 74 % sont des femmes. Dans la Manche, précise Marcel Picot à l'appui de chiffres de l'Insee, «33,4 % de la population a plus de 60 ans. La pension moyenne, régime général et régime complémentaire, est de 1 430 euros. Le loyer moyen a augmenté de 12,5 % en 2026. Alors les vacances aux Seychelles, on oublie.»

À la sortie d'élections municipales où 42 % des électeurs ne se sont pas exprimés, l'avenir

pose question et s'annonce critique pour les retraités aussi. «Les fortes progressions de la droite et de l'extrême-droite doivent nous amener à exprimer plus haut et plus fort nos revendications pour la revalorisation des salaires, des pensions de retraite, pour une réindustrialisation répondant aux besoins, respectueuse de la planète, pour la défense et le développement des services publics qui sont le socle du vivre ensemble», dit encore le porte-parole syndical qui appelle à la vigilance face à des choix politiques et économiques où le prétexte «il n'y a plus d'argent dans les caisses» sert de variable d'ajustement. Le rassemblement a été l'occasion de redire les attentes : rééquilibrage des choix financiers, soutien aux établissements de santé publics et à la santé pour tous, revalorisation des salaires et retraites, juste financement de la sécurité sociale, et fin des conflits armés en Ukraine, au Moyen-Orient, en Iran. «Stop à la loi du plus fort. La guerre n'est pas la solution, c'est le problème.»

● Géraldine LEBOURGEOIS

Ce week-end Agneaux

de **CONCOURS ROUSSIN**

du **GAEC Duquesne Equeurdreville**

Boucherie-Charcuterie Karine et Raphaël BIHEL

3, place Alfred-Rossel CHERBOURG-OCTEVILLE

02.33.53.34.64

Nos bêtes sont achetées dans les fermes de la région

55 ON VA PLUS LOIN QUAND ON SE CONNAÎT BIEN

DU 23 MARS AU 25 AVRIL 2026

TVA REMBOURSÉE

POUR L'ACHAT DE PNEUS PIRELLI

PIRELLI

point S

Pas de stress, il y a point S !

VOTRE RÉSEAU AUTO DE PROXIMITÉ AVEC 7 AGENCES DANS LE COTENTIN !

WWW.POINTSCOTENTIN.FR

f i

*Voir conditions en magasin. Offre non cumulable avec d'autres opérations en cours.